

Interview de Laurent Thurnheer, directeur et fondateur de Summit Foundation

«Il faut simplifier le tri des

Où dois-je déposer ma vieille casserole en téflon? Et qui reprend ces emballages en alu? Et ça, c'est du PET ou un autre plastique? Faute d'uniformité et de rationalité, le citoyen est trop souvent découragé. L'inventeur de l'Ecopoint fait justement le point.

Les locaux affichent la couleur: un banc à base de vieux snowboards et skateboards, un sol en copeaux de Paléo... Chez Summit Foundation, la valorisation des déchets fait partie du décor. Son fondateur, Laurent Thurnheer, porte un regard critique sur le dossier des déchets en Romandie.

Une moitié des Romands semblent désespérés par rapport au tri des déchets.

Comment expliquez-vous cela?

A mon avis, ce sentiment résulte indirectement de la quasi-absence, en Romandie, de la taxe sur les sacs-poubelles. C'est en tout cas la grande différence avec la Suisse alémanique. Quand on paie entre 1 fr. 50 et 4 fr. le sac, on change forcément ses habitudes. Cette taxe a fait progresser la cause de la revalorisation des déchets.

Entre la carotte et le bâton, il faut donc privilégier le bâton?

Je suis opposé par principe aux contraintes. Mais je prends aussi acte qu'une partie de la population ne remettra jamais en question sa manière de consommer si elle n'y est pas obligée. Un exemple: dans certaines communes ayant introduit la taxe au sac, des consommateurs ont exigé un centre de tri à la sortie du supermarché, car les clients déballaient tout à la sortie. Cela sensibilise toute la chaîne.



La preuve par l'exemple dans les locaux de la fondation: copeaux de Paléo, vieux skateboards... tout est recyclable!

N'est-ce pas d'abord les producteurs les gaspilleurs?

Ils ont bien sûr une bonne part de responsabilité. Mais ce n'est pas si simple: Migros a essayé de vendre ses tubes de dentifrice sans emballage. Résultat de cette mesure positive sur le plan écologique: Migros a perdu des parts de marché durant trois ans dans le dentifrice, avant que cela entre dans les mœurs. Seul un grand groupe comme Migros pouvait se permettre de tenir bon pendant si longtemps.

Et quelle part de responsabilité portent les autorités politiques dans ce manque de transparence?

C'est variable selon le canton, selon la commune. Mais, souvent, les autorités se déroberont en affirmant que c'est aux commerçants de mettre à disposition ce qu'il faut pour le recyclage de ce qu'ils vendent. Si tout le monde se refile la patate chaude, on n'avance pas. Il faut pourtant mettre à disposition de la population des moyens simples et efficaces pour le tri des déchets. Le canton de Genève est clairement le meilleur canton romand grâce à une forte volonté politique sur les dossiers environnementaux.

Un organisme faitier assurant les mêmes règles de tri des déchets pour toute la

Romandie, voire tout le pays, serait-ce un progrès?

Ce serait bien, en effet. Cela économiserait déjà des millions de francs de communication. Car chaque commune fait sa petite campagne de sensibilisation de son côté. Uniformiser les règles, les systèmes, la signalétique, cela permettrait de maximiser la revalorisation des quantités astronomiques de déchets. Les gens qui travaillent à une ou deux heures de leur lieu de vie ne devraient pas maîtriser deux logiques. Et, dans le contexte actuel de diversité culturelle et linguistique, un unique message serait plus simple à faire passer.